

Médias et politique

Une exposition à la Maison de l'Histoire à Bonn

François Talcy*

» Depuis la fondation de l'Allemagne fédérale le 23 mai 1949, la Loi Fondamentale garantit à chacun le droit d'exprimer librement ses opinions et assure la liberté de presse, ajoutant qu'il n'y a pas de censure en Allemagne. La Maison de l'Histoire de la République fédérale d'Allemagne propose une exposition sur les rapports entre médias et le monde politique.

Über Journalismus

Die aktuelle Ausstellung im Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland in Bonn (bis zum 17. April 2016) zeigt die Meinungsmacht der Medien und die Bedeutung des inves-



tigativen Journalismus in Deutschland. Presse und Rundfunk sind in der Lage, gesellschaftliche Debatten anzustoßen beziehungsweise voranzutreiben. Die Ausstellung geht auch darauf ein, wie schwierig es ist, bei dem ständigen Geben und Nehmen zwischen Medien und Politik die richtige Balance zu finden.

Red.

Le système médiatique voulu par les auteurs de la Constitution de 1949 permet aux médias d'accompagner la politique dans un esprit critique et vigilant, tout en gardant leurs distances vis-à-vis de l'autorité. Mais cela n'a pas empêché quelques tentatives de la part du gouvernement de restreindre cette liberté, ainsi que le précise dans sa contribution au catalogue l'historienne Anne Martin, qui a dirigé le projet d'exposition à Bonn. A plusieurs reprises, les premiers gouvernements ouest-allemands ont essayé, sans succès, de faire adopter un projet de loi sur la presse ou encore de lancer une station de radiodiffusion privée (*Freies Fernsehen*) qui aurait fait concurrence aux radios régionales publiques réunies au sein de la structure commune ARD. Mais la tentative d'intimidation la plus massive date de 1962, lorsque des rédacteurs du magazine d'information *Der Spiegel*, soupçonnés de haute trahison, ont été incarcérés avec le soutien du ministre de la Défense de l'épo-

que, Franz Josef Strauß. Grâce au large soutien de l'opinion publique ouest-allemande et d'autres maisons d'édition, le *Spiegel* est sorti renforcé de cette confrontation, considérée aujourd'hui comme un pas décisif vers l'indépendance de la presse. L'exposition montre aussi les conséquences d'une absence d'indépendance en présentant l'exemple de l'Allemagne de l'Est. La constitution est-allemande garantissait certes formellement la liberté de la presse dans son texte, mais en réalité le parti unique disposait d'un monopole d'information qui lui permettait de dicter et d'interdire, et surtout d'exercer un contrôle permanent sur la presse écrite et la radiodiffusion. Les dirigeants, à commencer par Walter Ulbricht et plus tard Erich Honecker, n'hésitaient pas à influencer directement les commentaires et les journalistes, formés pour la plupart dans la section journalisme de l'Université Karl-Marx de Leipzig, qui ne critiquaient pas le régime. Au contraire, ils présen-

* François Talcy est journaliste indépendant.

taient la RDA comme le « meilleur des deux Etats allemands » et fournissaient une image fort négative de l'Allemagne fédérale. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que quelques groupes d'opposition ont réussi par le biais de publications clandestines à se frayer des chemins de communication, indépendants mais fragiles. L'information de la population sur les événements extérieurs à la RDA n'était possible qu'en se branchant, illégalement, sur les émetteurs occidentaux – ceux qui annonceront l'ouverture du Mur de Berlin en 1989.

Débats de société avancés

Le pouvoir des médias et l'importance du journalisme d'investigation sont également au centre de l'exposition de Bonn qui montre combien la presse écrite, la radio et la télévision sont en mesure de lancer et de faire avancer des débats de société. Les exemples sont nombreux, de la couverture du magazine *Stern* en juin 1971 contre l'interdiction de l'avortement au scénario apocalyptique de la mort des forêts (le *Waldsterben*) développé par le *Spiegel* en novembre 1981, en passant par la campagne du quotidien *Bild*, deux décennies plus tard, qui prétendait que des « pique-assiette » profiteraient de la réforme sociale voulue par le gouvernement du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder et sa coalition avec les Verts.

Pour dénoncer des scandales ou du moins des manquements aux règles et aux principes fondamentaux – autre sujet abordé dans le cadre de l'exposition – la presse a besoin des recherches approfondies de journalistes d'investigation. Nombreuses sont les couvertures du *Spiegel* par exemple qui ont contribué à faire la lumière sur des affaires financières. Mais parfois, l'investigation aboutit à des conclusions erronées, comme en 1993, lorsque l'hebdomadaire de Hambourg a affirmé à la suite de son enquête que la police d'élite avait tué délibérément un terroriste. Le journaliste concédera plus tard sa mauvaise information.

Vie privée, vie publique

Le rôle des formats télévisés, débats ou émissions satiriques, est également abordé, car il a profondément modifié « la culture du divertissement »,

ainsi que le note Anne Martin : la vie privée des hommes politiques intéresse, semble-t-il, de plus en plus la presse, ce qui conduit à des dérives et à des démissions, comme celle du ministre de la Défense Karl Theodor zu Guttenberg ou encore celle du président de la République Christian Wulff, lui-même tellement proche des médias, qu'il n'hésitait pas à révéler des petits secrets de sa vie privée. C'est toute la question des rapports entre personnalités politiques et journalistes qui suscite le débat sur le bon équilibre à définir, avec un énorme dilemme : les journalistes ont besoin de cette proximité pour être à la hauteur de leur degré d'information et obtenir des interviews exclusives suite à des contacts privilégiés ; mais ils ne doivent pas oublier pour autant que les confidences ne doivent pas porter préjudice à l'indépendance et à l'esprit critique. Comme la communication professionnelle et les relations publiques font partie intégrante aujourd'hui de la politique, le danger est grand pour les journalistes d'être récupérés et manipulés. Beaucoup de parlementaires et de ministres usent (et abusent) de ces cercles d'information avec la presse pour influencer les commentaires. Plus de la moitié des journalistes, précise un sondage, savent que certains hommes politiques n'hésitent pas à intervenir directement auprès des rédactions pour exprimer leur mécontentement. En 2010, le gouvernement régional de Hesse a même refusé de prolonger le contrat du rédacteur en chef de la deuxième chaîne de télévision (ZDF), trop critique à son goût. Et il est bien connu que le chancelier Helmut Kohl, hostile aux analyses du *Spiegel* et du *Stern*, a tout au long de sa carrière politique refusé de leur accorder des entretiens. Autre façon de témoigner son mécontentement.

Internet traduit par ailleurs les (r)évolutions des médias, les informations diffusées électroniquement, ne sont plus filtrées, elles sont fournies plus rapidement que jamais et menacent l'existence des journaux traditionnels qui pour survivre misent désormais sur les nouvelles technologies numériques de communication. Un défi pour les journalistes qui doivent développer de nouveaux concepts pour protéger leurs sources, tout en dénonçant les abus des écoutes des services de renseignement.